

THEME : Durabilité

TITRE : **Terre est nom de femme**

Bien que le Rwanda soit l'un des pays les plus avancés au monde en termes d'égalité des sexes, les vestiges d'une société patriarcale empêchent les femmes de posséder la terre qu'elles travaillent. Les femmes des zones rurales veulent aller de l'avant avec leur pays et exigent l'accès à la propriété.

Le Rwanda est un petit pays vert, à tel point que sur de nombreuses cartes consacrées à l'Afrique, il n'est marqué que par un point insignifiant. Un point qui, croit-on, marque le centre même du continent. Le Rwanda est situé dans la région des Grands Lacs, partageant des frontières avec l'Ouganda, le Burundi, la République démocratique du Congo et la Tanzanie. Sa géographie montagneuse, bien que pauvre en ressources naturelles, lui donne le titre de "Pays des mille collines", et recèle la population la plus dense du continent africain avec un peu plus de 12 millions d'habitants. La majeure partie de sa population est agricole et il n'y a plus de terres libres à exploiter à l'intérieur de ses frontières.

La terre est, ici, plus qu'une possession, elle est une forme de survie et la base même de l'économie familiale. Les femmes sont la main-d'œuvre qui travaille cette terre (selon l'Institut national des statistiques du Rwanda, 82% des femmes travaillent dans le secteur agricole), mais leur nom est omis des titres de propriété, qui ont tendance à favoriser les hommes.

Malgré le fait que le Rwanda soit perçu comme l'État le plus progressiste d'Afrique en termes d'égalité des sexes et de droits des femmes, qu'il ait été placé en tête du classement mondial dans le rapport du Forum Économique Mondial sur l'écart entre les sexes, qu'il se situe au-dessus des pays qui font référence à la cause de la parité comme la Suède ou le Canada, et qu'il soit le pays qui compte le plus fort pourcentage de femmes parlementaires, les vestiges d'une société patriarcale entravent le droit des femmes à accéder à la

propriété foncière par la loi.

Les obstacles sont aggravés par la répartition des biens matrimoniaux en cas de divorce, et dans la réception de l'héritage des femmes par rapport à leurs frères. Par surcroît, on ne doit pas oublier l'ignorance générale des lois, le manque d'information et le taux d'analphabétisme. Certaines personnes savent que la loi les protège, mais ne savent pas comment se battre pour leurs droits, ou ont peur des conséquences d'un procès, de conflits conjugaux ou familiaux.

Depuis des années, Bellaneille travaille sur un petit terrain dans le sud du Rwanda. Nous utilisons un prénom fictif car elle a peur d'être ostracisée. Comme beaucoup de femmes, Bellaneille a peur de parler de son droit d'hériter la terre, de la revendiquer comme peut le faire un homme. Elle se tait par peur d'être maltraitée moralement et physiquement, par son mari, sa famille ou encore sa communauté.

"Mon père ne m'a pas laissé un héritage équitable. Nous étions huit descendants dans la famille. Un jour, il a appelé mes frères pour en faire la distribution, car il ne comptait pas sur ses filles. Il leur a donné leur part, c'est-à-dire environ quatre-vingts mètres chacun. Pour ses trois filles, il n'a laissé que vingt mètres à partager. Je lui ai demandé la raison de cette disparité, et il m'a répondu que les fils et les filles ne devraient pas avoir le même quota, ce qui, par tradition, a d'ailleurs toujours été le cas.

Je me suis mariée et depuis, mon mari est mort. Nous avons eu deux enfants ensemble. Nous nous sommes mariés sous le régime de la propriété commune. Ce que j'ai compris, c'est que nous avons réuni les biens hérités de nos familles respectives. Nous nous étions organisés pour que mes beaux-parents restent et cultivent la terre, mais ils l'ont vendue sans m'en informer. Lorsque je l'ai appris, je leur ai demandé quels étaient mes droits, mais j'ai été ridiculisée et on m'a dit de ne plus poser de questions-à ce sujet.

J'ai donc continué à élever mes enfants toute seule. Cela n'a pas été facile. Je

leur ai demandé de l'aide, mais je n'en ai jamais reçu. Je n'ai pas pu faire valoir mes droits. J'avais peur d'affronter les tribunaux et d'être considérée comme une femme sans vergogne".

Comme Bellaneile, de plus en plus de femmes osent communiquer cette injustice et revendiquer leurs droits de propriété. Le monde rural est un puissant moteur pour l'avenir et pour la durabilité. Les femmes jouent un rôle fondamental dans le maintien fragile de ce progrès, sans mettre en danger les ressources de demain. Le président Kagame résume la situation par cette citation: "Comment une société peut-elle aspirer à évoluer si elle se tire dans le pied en gaspillant plus de la moitié de ses investissements capital?"